



RÉDUIRE LA FRACTURE URBAINE : LE DROIT À LA VILLE

Le nouveau rapport d'ONU-Habitat, *L'État des villes dans le monde 2010-2011 : réduire la fracture urbaine*, recommande de donner à chaque résident un « droit à la ville » dans laquelle il vit. Dans le monde d'aujourd'hui, où l'urbanisation est rapide, l'effort d'intégration démocratique fait d'une approche fondée sur le « droit à la ville » une importante force de changement social.

Au cours des 50 dernières années, le « droit à la ville » était de par le monde un simple concept théorique et politique faisant référence à des aspects tels que le respect de la réglementation, l'émancipation, la participation, la réalisation de soi et l'autodétermination. Aujourd'hui, dans certains pays et villes, le concept en est venu à signifier que les autorités municipales doivent protéger toutes les formes des droits de l'homme dans le but de réduire la fracture urbaine. Il importe pour cela que les autorités veillent à ce que les institutions municipales accordent une égale priorité à la gouvernance démocratique, à la planification, à la gestion et à la mise en œuvre. Cela est essentiel, si l'on tient fermement aux principes des droits de l'homme de non-discrimination, d'indivisibilité, d'égalité entre les sexes, d'épanouissement, de respect des acquis sociaux, de subsidiarité, de solidarité et de coopération.

EVOLUTION DU DROIT À LA VILLE

En traçant la montée de la notion de droit à la ville, les auteurs citent l'influence des organisations non gouvernementales, des syndicats, des établissements d'enseignement des instituts de recherche dans le cadre des campagnes visant à démocratiser la gestion municipale.

En 2004, des mouvements sociaux et organisations du monde entier ont associé leurs efforts pour concevoir une Charte mondiale du droit à la ville, avec, entre autres, l'appui de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et d'ONU-Habitat. Ceci a conduit, dans un certain nombre de villes, à l'adoption de chartes locales.

Comme expression d'une profonde aspiration des citoyens à exercer de manière plus effective leurs droits, en particulier dans les zones urbaines, le droit à la ville est une garantie contre un développement qui exclut certaines franges de la société et contre un partage injuste des avantages et la marginalisation endémique dans les villes aujourd'hui. Ainsi, le droit à la ville offre une plateforme adéquate pour l'action et le respect des droits de l'homme.

Jusqu'à présent, peu de pays ou villes ont adopté le droit à la ville dans leurs politiques, stratégies ou législations afin de réduire la fracture urbaine. Le Brésil a été le premier pays à inclure dans sa Constitution (1988), un chapitre spécifique sur la politique urbaine. Adoptée en réponse à des années de dictature, cette loi impose aux municipalités de garantir le droit à la ville, de défendre la fonction sociale de la ville et de la propriété urbaine, et de rendre la gestion urbaine plus participative et plus démocratique.

AMÉRIQUE DU SUD

- Dans les années 80, la ville brésilienne de Porto Alegre a été la première municipalité inclusive dotée d'une budgétisation participative (Orçamento Participativo). Depuis, plus de 70 villes du monde entier ont adopté ce modèle dans leurs propres procédures.
- Le « Statut de la ville » édicté en 2001 par le Gouvernement brésilien redéfinit le concept de propriété de la terre en garantissant la valeur sociale du sol urbain.
- En 2004, Porto Alegre a présenté son Programme de gouvernance locale de solidarité, qui a ancré le concept de budgétisation participative, qui signifie tous les résidents sont invités à participer à des forums où le prochain budget de la ville est présenté et où des projets sont proposés et hiérarchisés. Le programme est mis en œuvre dans les 17 subdivisions municipales de la ville.

- La troisième ville d'Argentine, Rosario, s'est proclamée « ville des droits de l'homme » en épousant la cause de l'ouverture, la transparence et la responsabilité. La municipalité se soumet à la critique d'un comité de citoyens qui examine régulièrement sa performance au regard du droit international, recommande les mesures à prendre et organise une formation en matière de droits de l'homme et des campagnes de sensibilisation.
- En 2008, dans sa nouvelle Constitution, l'Équateur a reconnu le droit à la ville, le droit à un logement convenable et digne, le droit à un habitat sûr et salubre, et le droit à l'eau et à l'assainissement.

ASIE

- En Australie, la Charte Victoria des droits de l'homme et des responsabilités (2006) reconnaît à chacun le droit de participer et de contribuer, sur un pied d'égalité, à la société et à la communauté. La Charte énonce également que tous les individus ont le droit d'avoir accès aux services et aux équipements municipaux. Les 20 droits inscrits dans la Charte ont pour but d'aider tous les individus à vivre dans la liberté, le respect, l'égalité et la dignité.
- En Inde, en 2001, une municipalité a adopté la « Charte des citoyens », largement similaire, qui redéfinit ses propres fonctions eu égard aux droits et attentes des résidents, en prenant dûment en compte la nécessité d'engager des réformes et d'entendre les doléances du public.

AFRIQUE

- Des politiques et pratiques urbaines pertinentes intègrent divers aspects de la gouvernance démocratique, qui sont explicitement ou implicitement compatibles avec le concept de « droit à la ville ». Par exemple à Dakar, capitale du Sénégal, la municipalité et les autorités locales ont approuvé en 2003, le « Pacte pour le civisme et la citoyenneté » qui définit les responsabilités mutuelles entre les signataires. Ce pacte consacre l'engagement des autorités municipales à reconnaître la diversité des cultures et des croyances de tous les résidents, et d'un autre côté, l'engagement des organisations communautaires à agir d'une manière socialement responsable.

Un certain nombre de villes en Inde, au Ghana, en Afrique du Sud, en Colombie, au Brésil, en Équateur, au Pérou et dans d'autres pays d'Amérique latine font aussi avancer le concept de droit à la ville dans diverses sphères sociales, économiques, politiques et culturelles. Toutefois, les progrès sont souvent lents et se heurtent parfois à de continuels revers, comme au Mexique et en Argentine où les efforts sont entravés parce que les quatre dimensions de la ville inclusive ne sont pas abordées en même temps.

Dans certaines villes et pays, en particulier en Asie du Sud-Est et en Asie de l'Est, ainsi qu'en Afrique du Nord, les politiques de croissance économique sont allées de pair avec des évolutions sociales positives telles qu'une large fourniture de services de base, l'amélioration du taux d'alphabétisation et de l'espérance de vie, la réduction de la misère et de la faim. Ces villes jouissent d'une qualité de vie décente. Toutefois, les droits politiques et la liberté sont à la traîne.